

s'est envolée. Pratiquement tout le monde le pense, indépendamment des allégeances politiques.

La question qui se pose maintenant est de savoir dans quelle voie s'engage l'Europe et surtout, quelles seront nos relations avec ce continent. Pour préciser un peu plus la question, disons que quatre options sont possibles. La première est la CSCE. La CSCE représente une perspective très réelle comme on l'a fait valoir au cours de ce débat et dans le texte de la résolution.

La CSCE peut devenir le cadre organisationnel de la sécurité en Europe en prenant les dispositions militaires pour neutraliser toute menace qui pourrait continuer de peser sur la sécurité de l'Europe.

Le grand avantage de la CSCE, comme il a déjà été dit, c'est qu'elle inclut des pays des deux côtés du Rideau de fer, maintenant disparu. Elle inclut également des pays neutres comme la Suède et la Suisse, de même que le Canada et les États-Unis. Elle compte donc une composante transatlantique et une autre, strictement européenne.

Cela signifie que tous les pays des deux côtés de l'Atlantique susceptibles de s'intéresser de près aux questions de sécurité en Europe auront une place à la table. Il se pourrait bien que la CSCE devienne alors le forum où seront discutées les ententes futures et, pourquoi pas, que cet organisme crée son système propre pour assurer la sécurité de toute l'Europe.

Le Conseil de l'Europe offre une autre possibilité, l'OTAN aussi. Il se pourrait même qu'une nouvelle option dont il n'a pas encore été officiellement question soit présentée. La question de l'avenir de la sécurité en Europe peut donc être envisagée en fonction de quatre grandes possibilités. La CSCE, bien sûr, s'occupe de bien d'autres dossiers européens et il en est d'ailleurs fait état dans la motion.

Je parle des questions de sécurité militaire et de la manière de les régler en ma qualité de critique de mon parti pour les affaires de défense. Nous devons nous demander ici quel est l'intérêt du Canada dans tout cela. Se greffe à cette grande question, la question de savoir quel sera le rôle des États-Unis dans la nouvelle Europe.

Je pense que pour les partisans du gouvernement et les libéraux, l'intérêt du Canada est entièrement lié à celui des États-Unis. Il semble acquis et incontestable pour le gouvernement et ses partisans ainsi que pour le Parti libéral que l'OTAN conservera un rôle en Europe et que tous les efforts doivent être faits pour garantir le main-

### *Initiatives ministérielles*

tien de cet organisation, même si pour cela, il faut lui donner des rôles qu'elle n'a pas en ce moment.

Ils croient aussi que nous avons intérêt à encourager les Américains à maintenir des troupes en Europe, ce qui justifie le maintien de nos propres troupes, dont des forces aériennes et des forces navales pour soutenir notre armée de terre.

Pourtant, les armées américaines et canadiennes n'ont plus de rôle militaire à jouer en Europe. Plus rien ne justifie ce rôle. On ne peut même plus situer les lignes de front. Un officier de l'escadron de CF-18 basé en Europe déclarait au Comité de la défense que le dimanche après-midi, l'un des buts des promenades qu'il fait maintenant en automobile avec sa famille est une ville de Tchécoslovaquie qui lui avait été assignée comme objectif lors des exercices militaires ou en cas de conflit.

Cet objectif n'en est plus un. Aucun impératif militaire ne justifie le maintien de troupes canadiennes et américaines en Europe. Le seul argument est politique: il faut, dit-on, maintenir ces troupes pour contrebalancer le développement de l'Allemagne. On allègue aussi parfois que cette présence militaire fait partie du dispositif de dissuasion nucléaire car si les Américains partent et que ce qui reste de l'Union soviétique menace de lancer une attaque nucléaire contre l'Europe de l'ouest, celle-ci ne pourra plus compter sur le dispositif de dissuasion américain.

• (1310)

Permettez-moi d'examiner ces arguments un par un. La vérité, c'est qu'il y en a aux États-Unis, et ceux-ci ont leur pendant en Europe, jusqu'à un certain point, qui veulent que les Américains continuent d'assurer une présence en Europe et d'y exercer leur influence. Nous devons nous dissocier de ce point de vue. Ce n'est pas bon pour le Canada que les Américains demeurent en Europe. L'intérêt du Canada est plutôt dans le retrait partiel des troupes américaines basées en Europe, afin que nous n'ayons plus de raison d'y maintenir les nôtres.

Nous dépensons 1,2 milliard de dollars par année pour maintenir un contingent en Europe. Tout le monde à la Chambre peut imaginer une autre façon plus valable et plus utile de dépenser cet argent. On pourrait proposer simplement de réduire le déficit. D'autres réclameraient un programme de garderies afin de rétablir ce qui a été retranché des programmes sociaux au pays, d'autres encore proposeraient que l'argent serve à régler la crise dans les réserves autochtones, ou à aider l'ensemble des Indiens au Canada, ou qu'il soit consacré à la faim dans le monde. Nous affectons directement 1,2 milliard de dol-